

24 mars 2000, Amsterdam, Pays-Bas

Appel pour accélérer l'action contre la tuberculose

La Conférence ministérielle sur *la Tuberculose et le Développement durable* à laquelle participent des représentants ministériels de 20 pays comptant à eux seuls quatre-vingts pour cent de la morbidité liée à la tuberculose dans le monde, réunie à Amsterdam en ce vingt-quatre mars de l'an 2000, première Journée mondiale de la tuberculose du nouveau millénaire ;

Soulignant la nécessité impérieuse d'accélérer l'action contre la tuberculose, maladie très meurtrière qui fait sérieusement obstacle au développement de nos nations;

Déclare ce qui suit :

I. Nous notons avec une profonde inquiétude que :

La somme des souffrances et des décès causés par la pandémie de tuberculose est à la fois alarmante et inacceptable ;
La tuberculose fait huit millions de nouveaux malades et deux millions de morts chaque année, parmi lesquels beaucoup d'enfants ;
Les femmes et les hommes sont principalement touchés à l'âge où ils sont le plus productifs ;
La tuberculose défait le tissu social à la fois en empêchant la scolarisation des enfants et à cause de l'ostracisme dont sont frappés les malades ;
Elle enferme les groupes les plus pauvres, les plus marginalisés et les plus vulnérables (y compris les prisonniers) dans le cercle vicieux de la maladie et de la pauvreté ;
Trois tuberculeux sur quatre sont de jeunes adultes, souvent malades du SIDA, fauchés dans la fleur de l'âge ;
La tuberculose est la principale cause de décès chez les personnes VIH-positives et est à l'origine d'un tiers des décès associés au SIDA dans le monde ;
Aucune association de maladies ne fait aussi directement obstacle au développement des familles, des communautés, et partant, des économies nationales ;
Pourtant, l'opinion publique ne mesure pas l'ampleur de ce fléau et l'engagement politique reste insuffisant.

II. Nous sommes conscients que :

Le péril mondial de la tuberculose dépasse de loin le domaine de la santé ;
Il s'agit d'un problème socio-économique complexe qui freine le développement humain et que le secteur de la santé ne peut résoudre à lui seul ;
La lutte contre la tuberculose exige une collaboration entre les différents secteurs publics et une action s'étendant à l'ensemble de la société ;
Les mesures de lutte étendue doivent reposer sur des stratégies techniques testées avec rigueur ;
Les communications, les médias et la technologie modernes offrent de nouvelles possibilités d'éducation pour la santé permettant d'encourager les comportements favorables à la santé ;
Il existe un traitement à la fois efficace et économique ;
Pourtant, l'accès à des médicaments de première intention sûrs et efficaces demeure un problème important dans de nombreux pays ;
Il faut, en outre, se préoccuper sans plus attendre de l'accès, notamment du point de vue financier, aux médicaments de deuxième et troisième intentions ;
Il est nécessaire, par ailleurs, d'accélérer la mise au point de produits diagnostiques, de nouveaux médicaments et de vaccins ;
Une réponse accélérée à la tuberculose reposant sur un engagement politique plus ferme est désormais indispensable pour écarter la menace d'une épidémie pharmacorésistante mondiale dont le coût social et économique serait colossal.

III. Nous affirmons que :

La prise en charge efficace de la tuberculose chez l'adulte et chez l'enfant fait partie intégrante des soins de santé primaires et que, si on lui accorde un rang de priorité élevé, elle peut contribuer de façon décisive au développement global des systèmes de santé nationaux ;
La stratégie de lutte contre la tuberculose recommandée par l'OMS (DOTS) regroupe les pratiques essentielles acceptées au niveau international pour combattre la maladie et empêcher l'apparition de la pharmacorésistance ;
La lutte contre la tuberculose est une stratégie très efficace pour lutter contre la pauvreté ;
L'accès à des programmes de lutte antituberculeuse qui sauvent des vies à l'aide de médicaments sûrs et de qualité ouvre de nouvelles perspectives d'existence à ceux qui, de ce fait, retournent au travail ou à l'école ;
La lutte contre la tuberculose constitue un bien public d'importance mondiale car l'épidémie s'aggraverait si nous ne parvenons pas à soigner efficacement les cas infectieux, à cerner l'épidémie et à mettre en commun, aux niveaux national et international, les meilleures pratiques et les meilleurs outils ;
Le fait de traiter efficacement et de guérir la tuberculose est la plus tangible des interventions visant à prolonger la vie des personnes touchées par le VIH/SIDA ;
Les interventions mal conçues entraînent l'apparition d'épidémies pharmacorésistantes.

IV. Nous nous engageons à accélérer l'action contre la tuberculose de la manière suivante :

En faisant en sorte que les populations soient plus largement couvertes par la stratégie de lutte contre la tuberculose recommandée par l'OMS (DOTS), grâce à laquelle au moins 70% des cas infectieux seraient dépistés d'ici 2005 ;
En veillant à mettre durablement à disposition des ressources humaines et financières suffisantes pour faire barrage à la tuberculose ;
En veillant au développement des moyens de mise en œuvre afin que ces ressources soient utilisées de manière efficace et efficiente ;
En exécutant, surveillant et évaluant nos programmes nationaux de lutte contre la tuberculose conformément aux critères définis par l'OMS et acceptés au niveau international ;
En améliorant les systèmes d'acquisition et de distribution des médicaments antituberculeux afin de garantir la qualité, l'accès, la transparence et l'approvisionnement en temps voulu ;
En incluant les mesures des résultats de base de la lutte contre la tuberculose parmi les indicateurs de résultats pour la performance globale du secteur de la santé ;
En encourageant l'instauration de partenariats nationaux et internationaux visant à faire barrage à la tuberculose avec toutes les parties intéressées de la société, y compris les administrations et organismes publics, le secteur privé de la santé, l'industrie, les organisations non gouvernementales et la communauté ;
En participant activement à l'élaboration et à la mise en œuvre qui en découlera d'un accord de partenariat mondial pour faire barrage à la tuberculose qui favorise un engagement responsable.

V. Nous rendons nos partenaires attentifs à ce qui suit :

Tout en reconnaissant qu'il incombe en premier chef aux pays touchés de prendre les mesures nécessaires pour faire des progrès durables dans la lutte contre la tuberculose, nous attirons l'attention sur le fait que c'est souvent dans les pays les plus dépourvus de moyens d'action que le problème se pose avec le plus d'acuité, et qu'il est dans l'intérêt de la communauté internationale de soutenir la lutte contre la tuberculose dans le monde entier ;
Nous nous félicitons de l'initiative du Directeur général de l'OMS et du Président de la Banque mondiale qui, en tant que partenaires de l'initiative Halte à la tuberculose, ont convoqué cette conférence et engagé leur organisation à œuvrer avec nos gouvernements pour élaborer et appliquer un accord de partenariat mondial ;
Grâce à cet accord, les particuliers, les gouvernements, les organisations privées et les entreprises pourront tous contribuer à mobiliser une plus grande volonté politique et des ressources financières accrues en vue d'accélérer l'action nationale et internationale ;
Conscients de l'ampleur de la tâche qui nous attend et de l'importance considérable des ressources nécessaires, nous lançons un appel à nos partenaires du système des Nations Unies qui œuvrent pour le développement international, aux institutions de Bretton Woods, aux organismes bilatéraux, aux

organisations non gouvernementales et aux fondations pour qu'ils consacrent davantage de ressources à la lutte contre la tuberculose, en tenant compte de la dette des pays bénéficiaires, afin de :

- dresser des plans de développement national qui réservent une place de choix au développement sanitaire et à la lutte contre la tuberculose, ou les renforcer ;
- concevoir de nouvelles approches internationales pour garantir l'accès universel aux médicaments antituberculeux et l'existence de systèmes nationaux efficaces d'acquisition et de distribution de ces médicaments ;
- accélérer la recherche fondamentale et opérationnelle pour le développement et la mise à disposition de nouveaux outils, y compris de produits diagnostiques, de médicaments et de vaccins, et tenir compte de la nécessité d'encourager plus énergiquement la mise au point de médicaments et de vaccins économiques et accessibles ;
- créer un fonds mondial contre la tuberculose pour mobiliser et investir de nouvelles ressources qui serviront à financer les activités précitées ;

Nous engageons en outre nos partenaires à ne laisser aucun élément extérieur, y compris des considérations politiques, des sanctions ou la guerre, compromettre leur soutien logistique et financier aux programmes.

Conscients du fait que nous représentons les gouvernements de pays où la morbidité liée à la tuberculose est la plus importante du monde, mais que d'autres pays qui ne sont pas représentés à cette conférence sont confrontés aux mêmes problèmes, nous engageons nos collègues du monde entier à s'associer à l'initiative **Halte à la tuberculose** aux côtés de l'OMS, de la Banque mondiale et d'autres, pour lancer un nouvel assaut contre la tuberculose dans l'optique d'une meilleure santé pour tous au prochain millénaire.

Les 20 pays qui ont adopté la Déclaration d'Amsterdam :

Afrique du Sud • Bangladesh • Brésil • Cambodge • Chine • Ethiopie • Fédération de Russie • Inde • Indonésie • Kenya • Nigéria • Ouganda • Pakistan • Pérou • Philippines • République démocratique du Congo • République unie de Tanzanie • Thaïlande • Viet Nam • Zimbabwe